Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES
DU MERCREDI 5 AVRIL 2017

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies*.

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité le vendredi 31 mars 2017 la résolution 2348, prorogeant jusqu'au 31 mars 2018, le mandat de la MONUSCO.

Et cette nouvelle résolution du Conseil a décidé des priorités stratégiques de la MONUSCO pour l'année en cours.

D'abord, assurer la protection des civils. Et la résolution précise : assurer une protection efficace et évolutive des civils se trouvant sous la menace de violences physiques en dissuadant et en empêchant tous le groupes armés et toutes les milices locales de commettre de violences contre la population…

Deuxièmement, appuyer la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral. Donc, fournir un appui technique et politique à la mise en œuvre de cet accord notamment au CNSA, Conseil National de Suivi de l'Accord, au gouvernement d'unité nationale, à la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) qui assure la médiation afin de favoriser la réconciliation et la démocratisation et d'ouvrir la voie à la tenue d'élections avant la fin de l'année 2017.

A la MONUSCO, le Conseil demande de fournir aussi une assistance technique et un soutien logistique dans le cadre du processus électoral en coordination avec les autorités, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres acteurs régionaux et internationaux.

Un autre point est de renforcer une intégration entre la MONUSCO et les organismes des Nations Unies présents en RDC par une analyse et une planification conjointes.

La Résolution 2348 insiste sur le bon déroulement du processus politique et électoral en demandant à : toutes les parties prenantes en RDC y compris le président Kabila, la majorité présidentielle, et l'opposition de mettre en œuvre sans délai l'accord du 31 décembre 2016 en toute bonne foi et dans son intégralité, et à redoubler d'efforts en vue de parvenir rapidement à la conclusion des pourparlers en cours sur les « arrangements particuliers », afin de nommer sans tarder un premier ministre présenté par le Rassemblement conformément

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

à l'accord conclu, de mettre en place le Conseil National de Suivi de l'Accord et d'appliquer pleinement les mesures de confiance.

Sur le volet des droits de l'homme, la résolution demande au gouvernement de la RDC d'amener à répondre de leurs actes les auteurs de violations du droit international humanitaire ou des violations des droits de l'homme ou d'atteintes à ces droits en particulier lorsque ces infractions constituent des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

Le Conseil demande une coopération militaire FARDC – MONUSCO avec des opérations conjointes pour neutraliser les groupes armés.

Enfin, le Conseil a exhorté le gouvernement et toutes les parties concernées à créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral soit libre, juste crédible ouvert et transparent, pacifique et conforme au calendrier électoral et à la Constitution et qu'il s'accompagne d'un débat politique libre, constructif et que soient assurés la liberté d'opinion et d'expression, y compris pour la presse, la liberté de réunion et un accès équitable aux médias, y compris aux médias d'Etat.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, chargé des opérations et de l'Etat de droit, David Gressly, s'est rendu le 3 avril à Kananga, pour envisager avec les acteurs locaux des solutions et stratégies à mettre en œuvre pour répondre à la situation sécuritaire volatile qui prévaut actuellement dans le Kasaï Central.

Au cours de sa visite, il a rencontré différents acteurs de terrain dont ses collègues de la MONUSCO et des agences du système des Nations Unies qu'il a félicité au nom du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC ses collègues, «pour le travail accompli dans la recherche des 2 experts morts dans l'exercice de leurs fonctions et des 4 Congolais qui les accompagnaient qui sont toujours portés disparus. »

Il les a ensuite encouragés « à continuer de travailler ensemble pour le peuple du Kasaï », afin qu'il retrouve sa paix et sa quiétude d'antan. Pour cela, il a annoncé que l'antenne de la MONUSCO à Kananga sera renforcée en devenant un bureau à part entière. Et ce, « dans le but de permettre la mise en œuvre d'un plan spécifique sur la crise au Kasaï Central.»

Ce plan, comme l'a expliqué monsieur Gressly aux journalistes locaux, à la sortie de l'audience avec le Vice-gouverneur du Kasaï Central, permettra aux populations Kasaïennes concernées de pouvoir s'enrôler, répondre à la crise humanitaire qui se dessine et ramener la paix dans le milieu ; tout en mettant l'accent sur le monitoring et la documentation des cas de violations des droits de l'homme commises par les parties en conflits, dont «les auteurs devront être traduits devant les juridictions compétentes pour répondre de leur crime.»

A ce propos, il a déclaré que «les enquêtes sur la mort des 2 experts onusiens Zaida Catalan et Michael Sharp ainsi que la disparition des 4 Congolais qui les accompagnaient vont se poursuivre pour trouver les auteurs, afin que justice soit faite.»

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Après une courte visite au bureau de l'auditeur militaire de Garnison de Kananga où il a également échangé avec le médecin légiste, David Gressly a quitté Kananga après un message de soutien aux forces spéciales de la MONUSCO basées à l'aéroport de Kananga.

Par ailleurs, la MONUSCO est préoccupée par des rapports en provenance de la province du Kasaï faisant état de l'escalade des violences qui se poursuivent et qui pourront déboucher sur de graves violations des droits de l'homme affectant un nombre de plus en plus important de victimes civiles ainsi que de la découverte des fosses communes et du recrutement d'enfants par les milices.

« Les violences dans les provinces du Kasaï auraient tué plus de 400 civils et un nombre élevé de membres des forces de sécurité. Cela doit s'arrêter », a affirmé Maman S. Sidikou, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Chef de la MONUSCO.

Il est clair qu'il n'y a pas de solution militaire à ces violences. A ce stade, intensifier la réponse militaire ne fera qu'exacerber la violence et déplacer davantage des populations civiles en danger," a prévenu M. Sidikou.

La MONUSCO salue les initiatives en cours prises par le gouvernement congolais pour appuyer les efforts visant à mettre fin aux hostilités, encourager la reddition des éléments de la milice et trouver des solutions durables aux disputes pour accéder au leadership coutumier. La MONUSCO encourage le gouvernement à intensifier ces efforts pour trouver des solutions politiques acceptables.

La MONUSCO exhorte également le leadership Kamwina Nsapu et d'autres milices à arrêter immédiatement les violences absurdes et le recrutement d'enfants.

Activités composantes de la MONUSCO

Information publique/ Police MONUSCO :

En présence des autorités locales, la MONUSCO/ Beni a remis à la population du quartier Nzuma, commune de Rwenzori, un projet d'adduction d'eau potable.

La communauté s'est mobilisée pour trouver le terrain et participer à la construction d'un point de captage d'eau et d'une fontaine d'eau potable gratuite financée à hauteur de 8.630 USD. Ce projet d'adduction d'eau potable permettra de réduire les risques sécuritaires et sanitaires pour la population de ce quartier, en particulier des femmes et des jeunes filles, qui devaient jusque-là parcourir au moins 4 km pour avoir accès à de l'eau de source.

La Section de l'Information publique de la MONUSCO/ Kalemie appuie la police de la MONUSCO dans le lancement du projet - Stratégie opérationnelle intégrée de lutte contre l'insécurité à Kalemie

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

- SOLIKA - une série d'annonces médias et autres dépliants permettront d'informer les populations de Kalemie et environs sur la mise à disposition de « numéros verts ».

La cérémonie de lancement se tient ce 5 avril à Kalemie. L'Information publique est associée à cette manifestation.

Pour rappel, ce projet existe déjà dans d'autres villes de la RDC telles que Beni-Oicha (SOLIB) ; Uvira (SOLIV) où les policiers de la MONUSCO et de la PNC mènent, entre autres tâches, des patrouilles régulières de sécurisation, etc.…

Pour clôturer le mois de la femme, des centaines d'éléments de la Police nationale congolaise (PNC), les policiers et personnel civil de la MONUSCO ont participé à un marathon de paix, le samedi 1 avril 2017 à Goma.

Organisée par la MONUSCO en collaboration avec le Commissariat provincial de la PNC/Nord-Kivu, sous le thème ; « pour la sécurité et la protection des civils au Nord-Kivu je m'engage », cette activité avait pour but de faire passer des messages de paix.

Le marathon est parti du stade Afia et a fait un tour de plus de 8 kms dans le centre-ville avant de chuter au stade Afia. On pouvait lire sur les différents messages affichés par les manifestants à cette occasion, entre autres : « PNC/UNPOL porteuses de la flamme de paix au Nord-Kivu » ; « Oui au maintien des filles à l'école, non au viol, non aux violences conjugales », etc.

Pour le chef de la section des Affaires politiques de la MONUSCO/ Goma, cette activité visait aussi à renforcer la collaboration entre la police MONUSCO et la PNC pour la protection des civils.

Activités de l'Equipe-pays

OCHA : Plus de 1,7 million de personnes déplacées dans la crise complexe du Kasaï

Au moins 1,74 million de personnes sont affectées par la crise complexe qui sévit dans la région des Kasaï - Kasaï, Kasaï Central, Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru - depuis le mois d'août 2016. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) estime que plus de 637 000 personnes ont été déplacées par les violences tout en notant que plus de 200 000 d'entre elles ont pu regagner leurs habitations.

Mi-mars 2017, la crise s'est étendue à la province du Lomami à l'issue d'attaques menées contre plusieurs villages du Territoire de Luilu ainsi que dans le Sankuru, représentant une extension inquiétante de la crise. Pour faire face à cette crise humanitaire de grande ampleur, le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies a alloué 4,5 millions de dollars américains aux agences des Nations Unies pour couvrir 30 % des besoins identifiés.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Le Royaume Uni a également alloué quelque 500 000 dollars à « Action contre la faim » et « Christian Aid » pour apporter une assistance en vivres et articles ménagers essentiels aux populations vulnérables. Enfin, grâce à un premier financement de l'UNICEF de 1 million de dollars, l'ONG « Catholic Relief Services » mène actuellement une intervention d'urgence en faveur de ces populations vulnérables.

OCHA : Plus de 1 000 hectares de champs d'arachide, de maïs et de riz inondés à Mufunga Sampwe, Territoire de Mitwaba, Haut-Katanga

Dans la nuit du 1er au 2 avril 2017, de fortes pluies se sont abattues dans la zone de Mufunga Sampwe réputée être le grenier du Territoire de Mitwaba dans la province du Haut-Katanga. Plus de 30 000 propriétaires et exploitants seraient directement affectés par ces inondations qui ont ravagé leurs champs de maïs, arachides et riz. Ces inondations couplées à une invasion de chenilles qui, depuis plusieurs semaines, ravagent de larges superficies culturales dans les provinces du Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lwalaba font craindre une situation alimentaire inquiétante dans les semaines à venir. Selon les experts en sécurité alimentaire, Mitwaba est classé en phase 3 sur une échelle de 5 en termes d'insécurité alimentaire.

UNMAS : Journée internationale de la sensibilisation au problème des mines et de l'assistance à la lutte antimines

UNMAS, le Service de la lutte antimines des Nations Unies, organise une série d'évènements du 2 au 6 avril 2017 à l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, officiellement célébrée le 4 avril de chaque année. Sous le thème « un environnement sans danger, la communauté protégée », les différentes activités organisées en 2017 marquent aussi le 20e anniversaire d'UNMAS et 15 ans de lutte antimines en République démocratique du Congo (RDC).

A Goma, une course relais en « tshukudu » a été organisée afin d'honorer la culture « gomatracienne » et de sensibiliser les participants aux risques des mines et restes explosifs de guerre (REG) au travers de messages clés positionnés sur le parcours. Cette course a été clôturée par un concert de David Dube, auteur de chansons de sensibilisation sur les risques des armes et engins explosifs. A Bukavu, une démonstration de déminage, des stands d'information, une pièce de théâtre et un concert ont aussi été organisés sous le thème de cette Journée avec la présence des autorités régionales. A Kinshasa, une cérémonie, organisée par l'Ambassade du Japon, le Centre Congolais de la Lutte Antimines (CCLAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et UNMAS, se tiendra le 6 avril. Les opérateurs de la lutte antimines et représentants du Gouvernement congolais et la communauté internationale feront un bilan de la situation du pays et aborderont ensemble les progrès et les défis de la lutte antimines en RDC. Une exposition photos représentant « 15 ans de lutte antimines en RDC » sera dévoilée à cette occasion.

Depuis son indépendance en 1960, la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à de nombreux conflits armés qui résultent en une forte contamination de restes explosifs de guerre (REG), mines et sous-munitions, ce qui représente une menace pour la vie des civils mais aussi un frein au développement social et économique. Afin de protéger les communautés et créer un environnement sûr et propice au développement,

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

UNMAS et les autres opérateurs de la lutte antimines conduisent des activités d'enquête et de dépollution sur l'ensemble du territoire.

A ce jour, 65 % des 156 zones suspectées dangereuses (ZSD) ont été dépolluées et remises aux communautés afin qu'elles puissent reprendre leurs activités sans danger. Cela correspond à la destruction de plus de 330 mines, 92 000 REG et 2,4 millions de munitions de petit calibre (depuis le 1er janvier 2015). Bien que ces progrès soient encourageants, le nombre de victimes des REG reste conséquent avec plus de 100 victimes dont 75 % d'enfants depuis 2014. Dans le but de réduire le nombre de victimes et, en tant que complément aux enquêtes et dépollutions, des activités de sensibilisation et d'éducation aux risques sont aussi conduites auprès des communautés affectées par les conflits.

Plus de 6 400 sessions de sensibilisation touchant environ 325 000 personnes, notamment à l'est du pays ont été organisées, 34, 5 millions de personnes ont été sensibilisées au travers de SMS, messages radio, concerts et distribution de brochures. UNMAS a aussi mis en place une ligne verte afin que la population civile puisse signaler tout engin suspicieux. Suite aux appels reçus, UNMAS est intervenu près de 120 fois auprès de la communauté pour retirer des engins explosifs dangereux.

UNMAS souligne l'importance du rôle du Gouvernement et de la communauté internationale lors de la journée. En effet, afin de réaliser l'objectif de libérer la RDC de la menace des mines connues et des REG, il est crucial que le gouvernement de la RDC continue son avancée vers ses engagements internationaux, tels que le Traité d'Ottawa, son appropriation nationale et la coordination efficace des activités humanitaires de lutte antimines sur l'ensemble du pays. La communauté internationale doit aussi rester consciente de la menace des mines et REG et soutenir les activités de lutte antimines pour pouvoir déclarer la RDC libre des engins explosifs avant la date butoir de janvier 2021.

FAO : 3 500 paysans membres de champs écoles paysans réunis à Kikwit et Bandundu-ville

Plus de 3 500 paysans membres d'une centaine de champs écoles paysans (CEP), installés depuis 2015 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont échangé les 28 et 30 mars 2017 à Kikwit et Bandundu-ville sur la dynamique créée par la mise en place de cette approche dans les provinces de Kwilu et Kwango. Cette rencontre s'est tenue à l'occasion de journées portes ouvertes organisées à l'issue de trois cycles d'apprentissage sur plusieurs cultures maraîchères et vivrières.

Au cours de ces journées, les paysans ont partagé leurs connaissances et expériences. Ils ont présenté les itinéraires techniques qu'ils ont adoptés après la période d'apprentissage, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus, les solutions apportées dans leurs communautés respectives en rapport avec le changement d'attitude, de comportement et de pratiques induits par le CEP dans les ménages. Les membres des CEP se sont également projetés dans le futur en présentant la stratégie qui permettra d'assurer leur pérennisation.

Le champ école paysan est un cadre de rencontres et de formation pour un groupe d'une vingtaine de producteurs, une école « sans murs », qui se déroule dans un champ, tout au long d'une saison de culture. C'est

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

un lieu d'échange d'expériences et de connaissances où des producteurs qui partagent les mêmes intérêts, recherchent, discutent et prennent des décisions sur la gestion d'un champ en partant de sa situation réelle.

L'activité s'inscrit dans le cadre du projet « Initiative pour lutter contre les violences basées sur le genre en RD Congo, Programme Femmes et Hommes progressons ensemble » exécuté par la FAO en collaboration avec l'UNICEF, financé par l'Union européenne et dont l'objectif principal est d'aider le Gouvernement congolais et les populations locales à adopter une nouvelle approche des relations hommes/femmes, afin de lutter efficacement contre les violences basées sur le genre et édifier une société congolaise plus harmonieuse et prospère.

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire dans la ville-province de Kinshasa et **dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, a été jugée relativement calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces situées au Centre du pays, notamment **Lomami**, **Kasaï** et **Kasaï Central**, elle est demeurée tendue et imprévisible, du fait de l'activisme des miliciens Kamwina Nsapu.

Dans la province de Lomami, l'activisme des miliciens Kamwina Nsapu a provoqué une contre-offensive des Forces de Défense congolaises.

Le 28 mars 2017, des présumés miliciens Kamwina Nsapu ont attaqué la localité de Mwene-Ditu, située à 66 kilomètres au Sud-ouest de Ngandajika.

Au Kasaï, plusieurs incidents liés à l'activisme des miliciens Kamwina Nsapu, ont été enregistrés pendant la période sous examen.

Le 31 mars 2017, des éléments supposés appartenir à la milice Kamwina Nsapu ont pris le contrôle de la localité de Luebo, située à 134 kilomètres au Nord-est de Tshikapa, incendié les bureaux de la Police Nationale Congolaise (PNC), du procureur, de l'Administrateur du territoire, libéré les détenus, et détruit les équipements de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Cette incursion a provoqué le déplacement de populations civiles vers les localités de Kampungu et de Mweka, situées respectivement à 16 et 57 kilomètres au Nord et au Nord-est de Luebo.

Dans la province du Kasaï Central, des accrochages ont été rapportés entre les éléments de la milice Kamwina Nsapu et les Forces de Défense et de Sécurité congolaises.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Les 28 mars et 1er avril 2017, des affrontements ont éclaté dans les communes de Nganza et Katoka à Kananga, ainsi que dans la localité de Tshimbulu, où des troupes de l'armée congolaise et de la PNC ont repoussé l'attaque, tuant vingt-cinq (25) assaillants et blessant vingt (20) autres.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire jugée relativement calme, a cependant été marquée par l'activisme des éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans la localité de Banda. En effet, le 26 mars 2017, des éléments supposés appartenir à la LRA ont tendu une embuscade à deux (02) motocyclistes dans la région située à 7 kilomètres de la localité de Banda, et blessé grièvement ces derniers.

En Ituri, la situation sécuritaire a été jugée globalement sous contrôle.

Elle a été caractérisée dans le territoire d'Irumu, par des attaques menées par des éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) contre des positions de l'armée congolaise, des centres d'enrôlement, et les populations civiles.

Dans le territoire de Mambasa, elle a été marquée, par des redditions volontaires des éléments du groupe Mayi-Mayi ; et dans le territoire de Djugu, par la lutte contre la possession illégale d'armes.

Dans le territoire d'Irumu, les éléments du FRPI ont attaqué le 28 mars 2017, la localité de Kara, située à 8 kilomètres au Sud-ouest de Gety.

Le même jour, des éléments supposés appartenir au FRPI, ont kidnappé un agent de la CENI et pillé tous les matériels électoraux, au cours d'incursion dans la localité de Kamatsi, située à 7 kilomètres au Sud d'Aveba.

Dans la nuit du 2 au 3 avril 2017, des éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité de Songoza, située à 10 kilomètres au Nord-est de Bukiringi, et pillé des biens de valeur.

L'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, demeure engagée dans les opérations visant à neutraliser les éléments du FRPI, et à assurer une protection optimale des populations civiles.

Dans le territoire de Mambasa, six (06) éléments du groupe Mayi-Mayi Simba et trois (03) femmes, se sont rendus volontairement pendant la période sous examen aux autorités locales et aux troupes des FARDC basées dans la localité de Mbuo, dans le groupement de Bakaiko, de la collectivité de Babila Babombi.

Au Nord-Kivu, les Forces congolaise et onusienne agissent ensemble pour maintenir la situation sécuritaire sous leur contrôle, en dépit de l'activisme de certains groupes armés dans les différents territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, les forces coalisées FARDC-MONUSCO maintiennent la pression militaire sur les éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) et ceux du groupe Mayi-Mayi, dans le but de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles et les Forces de Défense congolaises.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Le 28 mars 2017, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont kidnappé deux (02) individus sur l'axe Mbau-Kamango, et tué l'un d'entre eux.

Le 1er avril 2017, deux cents cinquante (250) éléments du groupe Mayi-Mayi ont attaqué la localité de Supa Kalau, à 9 kilomètres au Sud-ouest de Beni.

Alertée, la Force de la MONUSCO a immédiatement projeté des troupes d'intervention rapide dans la région, qui y ont mené des patrouilles de bouclage et de ratissage, dans le but de dominer le terrain, de dissuader d'autres incursions des rebelles et de protéger les populations civiles.

Dans les territoires de Masisi, **Lubero** et **Rutshuru**, les rapports concordants ont fait état d'accrochages entre les groupes armés, ayant provoqué des déplacements de populations civiles.

Dans le territoire de Masisi, le 28 mars 2017, des accrochages entre des éléments de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) et ceux de la Force de Défense Congolaise (FDC) dans la localité de Mahanga, ont provoqué le déplacement de populations civiles vers la localité de Kasopo, à 18 kilomètres au Sud de Kashebere.

Le même jour, un combattant démobilisé a tué un (01) ressortissant de la communauté Hunde dans sa maison à Masisi.

Des troupes de la Force de la MONUSCO, de la PNC et des FARDC ont rapidement été déployées dans la région concernée, dans le but de prévenir l'escalade de violences, et de mener des investigations sur cet incident. L'ex-combattant a été mis aux arrêts.

Dans la région de Goma, des agents de la PNC demeurent en alerte, afin de contrer toute offensive des éléments du groupe Mayi-Mayi.

En effet, des éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura ont attaqué pendant la période sous examen, le poste de la PNC déployé dans la région de **Rugari**. Les agents de la PNC ont riposté et repoussé les assaillants.

Au chapitre des redditions dans la province, du 29 mars 2017 à ce jour, trois (03) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **trois (03) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)**.

Au Sud-Kivu, les Forces congolaise et onusienne mènent des opérations militaires et des patrouilles conjointes pour interdire la liberté de mouvement aux groupes armés actifs, ainsi que des campagnes de sensibilisation sur la reddition volontaire à des éléments des forces négatives.

Le 1er avril 2017, des éléments du groupe Mayi-Mayi "Blaise" ont attaqué la localité de Kalonge, située à 23 kilomètres au Nord-ouest de Bukavu. Deux (02) assaillants ont été tués au cours de ces accrochages.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Les 1er et 2 avril 2017, douze (12) éléments du groupe Mayi-Mayi Karakara se sont rendus volontairement aux troupes de la Force de la MONUSCO basées à Sange, suite aux campagnes de sensibilisation à la reddition volontaire menées dans cette zone par les Casques bleus.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire a été jugée tendue dans la région de Bendera, suite aux conflits rapportés entre les communautés Banyamulenge-Bafuliro et Twa.

En effet, le 28 mars 2017, environ soixante-dix (70) éléments armés supposés appartenir aux communautés Banyamulenge et Bafuliro, ont fait incursion dans la localité de Kanambe, située à environ 105 kilomètres au Nord de Kalemie et 15 kilomètres au Sud de Bendera, et tué cinq (05) membres de la communauté Twa.

Cet incident a affecté la situation sécuritaire dans la région, lorsque des miliciens de la communauté Twa ont réagi et incendié des villages dans les zones avoisinantes, provoquant le déplacement de populations civiles vers la localité de Bendera.

Les Forces de la MONUSCO ont évacué deux (02) individus blessés au cours de ces incidents vers **Bendera,** pour des soins médicaux appropriés.

La Force de la MONUSCO a intensifié des patrouilles vigoureuses de domination de terrain dans les zones affectées par les tensions, situées dans la région de Bendera, dans le but de dissuader toute activité négative, et de protéger les populations civiles.

Une Mission conjointe d'évaluation a également été menée le 3 avril 2017 à Bendera par les autorités locales, celles de la MONUSCO et la Force onusienne, dans le but de s'enquérir de la situation sécuritaire dans la région, et de prendre des mesures appropriées visant à prévenir d'autres violences intercommunautaires dans la zone.

Enfin, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04